



AMICALE DES PIEDS-NOIRS
ET
MOUVEMENT NATIONAL DES RAPATRIÉS D'OUTRE-MER
"MUNICIPALITES ET SOUVENIR"
SECTIONS "MOSELLE ET MARLY"
Inscrites au registre des associations du Tribunal de Metz
Section MOSELLE n°9, volume XLVIII du 31/1/75
Siège Social : 17, rue Emile Obellianne, 57000 METZ-MAGNY
Section MARLY n°2, volume LXII du 30/6/80
Siège Social : 44, rue des Pervenches, 57155 MARLY

**MÉMORIAL DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'AFN ET D'OUTRE-MER
CIMETIÈRE DE L'EST À METZ (MOSELLE)
CÉRÉMONIE DE DEUIL ET DE RECUEILLEMENT DU 13 MARS 2011 À 10H00**

Allocution de Madame Danielle Pister-Lopez, Vice-Présidente du Cercle algérianiste, section de Champagne-Lorraine-Grand Est, membre de l'Amicale, Maître de Conférences honoraire à l'Université Paul-Verlaine de Metz.

Mesdames et Messieurs les Autorités Civiles et Militaires

Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations Patriotiques et du Souvenir Français,

Mesdames et Messieurs les Porte-drapeaux,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis, Chers Compatriotes,

Le Président, les Membres et les sympathisants de l'Amicale des Pieds-Noirs et des associations de Harkis de Moselle

vous souhaitent la bienvenue et vous remercient de bien vouloir vous associer à cette cérémonie.

Il ne s'agit pas, pour eux, de célébrer la cessation des combats en Algérie. Avec la totalité des Associations Patriotiques, à l'exception de celles de la FNACA et de l'ARAC, ils sont fermement opposés à l'officialisation de la date du 19 mars comme commémoration nationale de la fin de la guerre d'Algérie. Car, elle marque pour eux, le premier jour d'un deuil resté inconsolable.

Le déni des autorités françaises sur les effets désastreux de ce qui n'était, officiellement, qu'une *Déclaration générale des deux délégations*, réunies à Evian, le

18 mars 1962, n'a fait qu'accroître leur douleur depuis 49 ans. Bâclé au profit de la seule faction terroriste du FLN, ce texte énumérait un certain nombre d'intentions, sans prévoir de sanction en cas de leur non respect, et sans identifier les instances politiques engagées par les signataires algériens.

Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), installé à Tunis, ou le Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA), réuni à Tripoli, ont refusé de valider ce texte. Ben Bella, premier Président de l'Algérie indépendante, confirma, publiquement et à plusieurs reprises sur des médias français, que les Algériens, n'avaient jamais eu l'intention de respecter ses clauses, notamment celles concernant le sort des Européens.

Unilatéralement, la France décida l'arrêt immédiat des combats, le 19 mars 1962, à midi. Exclues de la participation au referendum du 8 avril 1962, ratifiant ces pseudos-accords, les populations françaises d'Algérie, européenne et musulmane, tant civiles que militaires, furent victimes, en nombre encore plus important que pendant les sept années précédentes, du terrorisme aveugle du FLN, désormais assuré de son impunité.

Entre le 19 mars et la proclamation officielle de l'indépendance, le 3 juillet 1962, et au-delà, l'ALN (Armée de Libération Nationale), assassina dans des conditions atroces, plus de 3000 Européens, dont 2000 disparus ; massacra, après d'horribles sévices, environ 100 000 Harkis avec leurs familles; chez les militaires français, on dénombre 152 tués, 422 blessés, 162 enlevés ou disparus sans compter les 537 soldats fait prisonniers depuis 1954 et que le FLN n'a jamais rendus.

Ces chiffres sont l'estimation basse avancés par les historiens, puisque, si dans les limites fixées par la loi, les archives françaises sont consultables par les chercheurs français ou étrangers, les archives algériennes restent fermées, ce qui permet aux autorités algériennes d'avancer, ou de nier les chiffres, à leur guise.

Deux dates emblématiques encadrent les 106 derniers jours de l'Algérie française :

- 26 mars 1962, fusillade de la rue d'Isly : parmi des Algérois venus pacifiquement manifester leur volonté de rester Français, plus de 80 morts, 200 blessés, mitraillés à bout portant par des soldats français.

Non sans soulever de vives protestations, notamment de la FNACA, le Président de la République actuel a accompli un premier geste : inscrire, en 2010, comme « morts pour la France », les noms de ces victimes (parmi lesquels des enfants) sur le mémorial électronique du Quai Branly. C'est une reconnaissance implicite de la responsabilité des autorités françaises chargées du maintien de l'ordre. La France s'honorerait en établissant les faits. Nous ne demandons rien d'autre que la Vérité.

- **5 juillet 1962** : en pleine célébration officielle de l'Indépendance, à Oran, la rivalité entre les forces de l'ALN de l'intérieur et celles des frontières pour s'emparer du pouvoir, se traduit par le massacre, en quelques heures, d'au moins 700 Européens, abattus, égorgés, violés, emmenés vers des lieux d'où ils ne revinrent jamais. Ces malheureux n'avaient eu d'autre tort que celui de croire aux promesses rassurantes de la France et de l'Algérie nouvelle. Aucun de ces deux pays, ni la Croix-Rouge internationale, interdite d'enquête sur place, ne tentèrent de les retrouver. L'armée française qui pouvait intervenir, en vertu des « Accords » d'Evian, resta consignée dans ses casernes sur ordre de Paris.

En quelques semaines, ce fut l'exode définitif d'un million de personnes, arrachées à leur terre natale dans des conditions abominables car elles n'avaient plus le choix qu'entre la valise et le cercueil.

Comment justifier alors, qu'une association, minoritaire parmi celles représentant les anciens combattants d'Afrique du Nord, la FNACA, veuille imposer la date du 19 mars comme date officielle de la commémoration de la « fin » de la guerre d'Algérie ? Ce jour est célébré à Alger comme le « Jour de la Victoire » sur une France vaincue et humiliée.

Célébre-t-on en France la reddition de juin 1940 à Rethondes ou la défaite de Waterloo ?

Pourtant, Monsieur Marek, président de la FNACA, association dont l'aplomb n'a d'égal que le parti-pris idéologique, s'est cru obligé de rendre récemment hommage, à Alger, en compagnie de son homologue algérien, le colonel Si Hassan, aux Moudjahidines, responsables du massacre de militaires français et de populations civiles sans défense. Pourquoi l'Education nationale, et certaines municipalités, accordent-elles un monopole de fait, à la FNACA, pour présenter, dans les établissements scolaires, une exposition tendancieuse, sur le déroulement des événements d'Algérie ?

Pourquoi plusieurs secrétaires d'Etat, en charge des Anciens combattants, ont-ils été choisis parmi les partisans de l'officialisation de la date du 19 mars ? La FNACA reconnaît pourtant, indirectement, que cette date ne marque pas la fin des combats, puisqu'elle réclame l'octroi de cartes d'anciens combattants en Algérie jusqu'à la date de 1964.

Massacrés sur place, mal venus en Métropole, dénoncés comme « graines de fascistes » par le ministre Louis Joxe, comme le rapporte Alain Peyrefitte, les Rapatriés, poussés au désespoir, furent rendus responsables de leur malheur.

Les Pieds-Noirs et les Harkis, restés fidèles à la France, servent toujours de boucs-émissaires pour expliquer les ratés de la colonisation, les difficultés de la coopération entre la France et l'Algérie après l'indépendance.

Régulièrement, le désastre économique actuel du pays le plus riche d'Afrique du Nord, grâce aux hydrocarbures que nous avons découverts, est mis sur le compte des 132 ans durant lesquels cinq ou six générations de Pieds-Noirs ont bâti ce pays.

Une nomenclatura corrompue, comme nous le prouvent les événements récents du Maghreb, au pouvoir depuis bientôt 50 ans, accapare ces richesses et affame son propre peuple, soi-disant libéré, réduisant à néant l'essor industriel des années 1950-60.

Privée d'avenir, la jeunesse d'Algérie, interdite de toute forme d'expression, comme on le voit chaque samedi depuis deux mois où toute tentative de manifestation est fermement repoussée, fuit depuis longtemps le pays. L'historien Jacques Marseille, peu suspect de sympathie pour la colonisation, a montré que non seulement la France n'a tiré aucun profit économique de ses ex-départements mais qu'elle y a investi beaucoup de capitaux, à fonds perdus.

Pourtant, la France adopte un profil bas devant les autorités d'Alger ; les médias français, sans esprit critique et sans preuve historique, répètent la version, partielle et partielle, des événements d'Algérie, assénée par les politiciens algériens, soucieux avant tout d'étouffer la colère de leurs propres concitoyens.

Comble de la forfaiture, certaines rues de Paris, ou de Province, portent le nom de « porteurs de valises », complices du FLN, donc responsables de la mort de militaires et de civils français. Un groupuscule, se réclamant des Droits de l'Homme, exige qu'un monument soit érigé au Père Lachaise, en mémoire des défenseurs de l'Indépendance de l'Algérie.

Seuls sont toujours ostracisés, toutes ethnies confondues, les partisans de la France, dont le martyr est toujours occulté, quand il n'est pas justifié.

Découvrir sur la liste des célébrations nationales de 2011, le nom du psychiatre Franz Fanon, devenu ambassadeur du GPRA, est une blessure supplémentaire. En 1961 parut son manifeste tiers-mondiste, *Les Damnés de la terre*, avec une préface de Jean-Paul Sartre. Ce dernier lançait, au plus fort des violences en Algérie, cet appel insensé au meurtre, je cite :

« Il faut tuer : abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre ».

Faudra-t-il, pour couronner le tout, comme l'annoncent certains médias, que l'ALN, qui se glorifie de ses exactions, défile sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 2012 ?

Depuis bientôt un demi-siècle, Pieds-Noirs et Harkis attendent que justice leur soit rendue. Des deux côtés de la Méditerranée, on a usé et abusé des deux moyens propres, selon les Romains, à bâillonner la vérité : le mensonge avéré, *suggestio falsi*, la vérité occultée, *suppressio veri*.

Pourtant, le déni du passé n'a jamais réconcilié les mémoires ; le mutisme de ses dirigeants n'a jamais apaisé les souffrances d'un peuple.

L'Amicale des Pieds-Noirs de la Moselle et le Mouvement National des Rapatriés d'AFN et d'Outre-mer, section Moselle et Marly, ainsi que leurs frères Harkis vous remercient, Mesdames et Messieurs, d'honorer de votre présence cet hommage aux victimes trop oubliées d'une guerre qui ne s'est, hélas, jamais terminée le 19 mars 1962.

Ils remercient les Porte-drapeaux pour leur fidélité et leur amitié.

Avec une pensée particulière pour les enfants de la Moselle, tombés en Afrique du Nord, nous disons :

Vive la France, vive une France digne de sa grande histoire et fière de ses enfants restés fidèles à ses idéaux.

Après la cérémonie, nous vous convions tous au pot de l'Amitié à la Maison du Rapatrié, 18, Place de l'Hôtel de Ville à Woippy.

Metz, 13 mars 2011

Danielle Pister-Lopez